

**Communiqué de presse***Communications Nouveau-Brunswick*

Commission des droits de la personne du Nouveau-Brunswick

**Rapport annuel / Commission des droits de la personne
(00/01/31)**

NB 67

le 31 janvier 2000

FREDERICTON (CNB) -- Le rapport annuel de 1998-1999 de la Commission des droits de la personne du Nouveau-Brunswick a été rendu public aujourd'hui par le ministre du Travail et ministre responsable de la Commission, Norman McFarlane.

"En 1998-1999, un grand nombre de plaintes alléguaient une discrimination en matière d'emploi pour des motifs fondés sur le sexe, le harcèlement sexuel, l'âge ou une incapacité physique ou mentale", a déclaré le président, Constantin Passaris. "Nos dossiers montrent aussi qu'un nombre accru d'organisations et d'employeurs ont fait appel à la Commission pour rédiger leurs directives concernant les droits de la personne."

"Fidèle à son engagement de demeurer innovatrice et dynamique, la Commission a lancé plusieurs initiatives nouvelles, démontrant ainsi son souci d'établir des partenariats avec d'autres organisations, de faire valoir les droits de la femme et d'amener les jeunes à protéger et à promouvoir les droits de la personne", a ajouté M. Passaris.

"Par exemple, nous avons lancé un concours de rédaction pour mettre en valeur la vie et les réalisations de la regrettée sénatrice Muriel McQueen Fergusson, qui a connu une carrière distinguée au service de ses concitoyens et qui a défendu avec ardeur les droits de la femme. De plus, en collaboration avec Fundy Communications, nous avons lancé un concours international visant à encourager la réalisation de projets axés sur le Web et destinés à promouvoir le respect de la diversité ainsi qu'une meilleure compréhension des droits de la personne et des responsabilités qui en découlent. J'ai aussi prononcé le discours d'ouverture d'une table ronde à Grand-Sault dans le cadre de l'un des forums sur la politique qui ont précédé le 8e Sommet de la Francophonie, qui a eu lieu à Moncton en septembre 1999."

Dans le rapport annuel de la Commission, la directrice, Janet Cullinan, souligne que la Commission a traité en tout 536 plaintes officielles et non officielles en 1998-1999. La Commission enquête sur les plaintes officielles, tandis que les plaintes non officielles se rapportent à des cas où les plaignants choisissent d'éviter l'étape de l'enquête pour passer directement à la conciliation. La majorité des plaintes reçues traitaient de questions d'emploi, près de la moitié concernant des cas de harcèlement sexuel ou de discrimination fondée sur le sexe.

Mme Cullinan précise que la question ayant soulevé la plus grande polémique auprès du public au cours de l'année faisait suite aux plaintes déposées contre le maire de Fredericton, Brad Woodside, pour son refus de proclamer la fin de semaine de la fierté des lesbiennes et des gais. Une commission d'enquête

des droits de la personne a confirmé le bien-fondé des plaintes en septembre 1998 et a ordonné au maire de faire une proclamation. Après l'avoir lue de manière inaudible à la réunion du conseil municipal du 12 octobre 1998, M. Woodside en fit la lecture à voix haute à la réunion suivante.

La directrice associée et responsable de l'éducation et du développement, Karen Taylor, rapporte que sa direction a été nommée candidate pour le prix d'excellence en relations raciales de la Fondation canadienne de relations raciales. Parmi les nouvelles publications de la Commission, on compte une rétrospective de 109 pages sur les 30 premières années de la Commission, une trousse d'information et une affiche commémorant le 50e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme ainsi qu'un guide d'étude pour accompagner la série vidéo de la Commission intitulée Vision pour l'égalité. Mme Taylor ajoute que le site Web de la Commission a été consulté environ 28 000 fois durant l'année.

"En cette année historique du millénaire, j'invite tous les Néo-Brunswickois et Néo-Brunswickoises à se joindre à la Commission des droits de la personne du Nouveau-Brunswick pour former un nouveau partenariat visant à protéger et à promouvoir les droits de la personne dans la province, a ajouté M. Passaris. Ensemble, nous pouvons constituer une grande force capable d'abattre les barrières de la discrimination et d'ouvrir la voie à l'égalité en exprimant clairement notre engagement envers un contrat social mettant en valeur une société au coeur généreux et à l'esprit ouvert."

La Commission des droits de la personne du Nouveau-Brunswick est chargée d'administrer la Loi sur les droits de la personne de la province, laquelle interdit toute discrimination ou tout harcèlement fondé sur la religion, l'âge, l'état matrimonial, le sexe, l'orientation sexuelle, une incapacité mentale ou physique, la race, la couleur, l'origine nationale, le lieu d'origine et l'ascendance. La loi vise tous les employeurs ainsi que le logement et les services publics, sauf ceux qui relèvent de la juridiction du gouvernement fédéral.

00/01/31

AUX CHEFS DES NOUVELLES -- Vous pouvez demander un exemplaire du rapport annuel de 1998-1999 de la Commission des droits de la personne en communiquant avec Francis Young (506 453-2308). Vous pouvez aussi obtenir plus de renseignements sur la Commission des droits de la personne du Nouveau-Brunswick à l'adresse suivante : <http://www.gnb.ca/hrc-cdp/e/index.htm>

PERSONNE-RESSOURCE : Francis Young, Commission des droits de la personne du Nouveau-Brunswick, (506) 453-2308.

00/01/31

Communications Nouveau-Brunswick
Courrier électronique | Coordonnées | Décharge | Déclaration de confidentialité